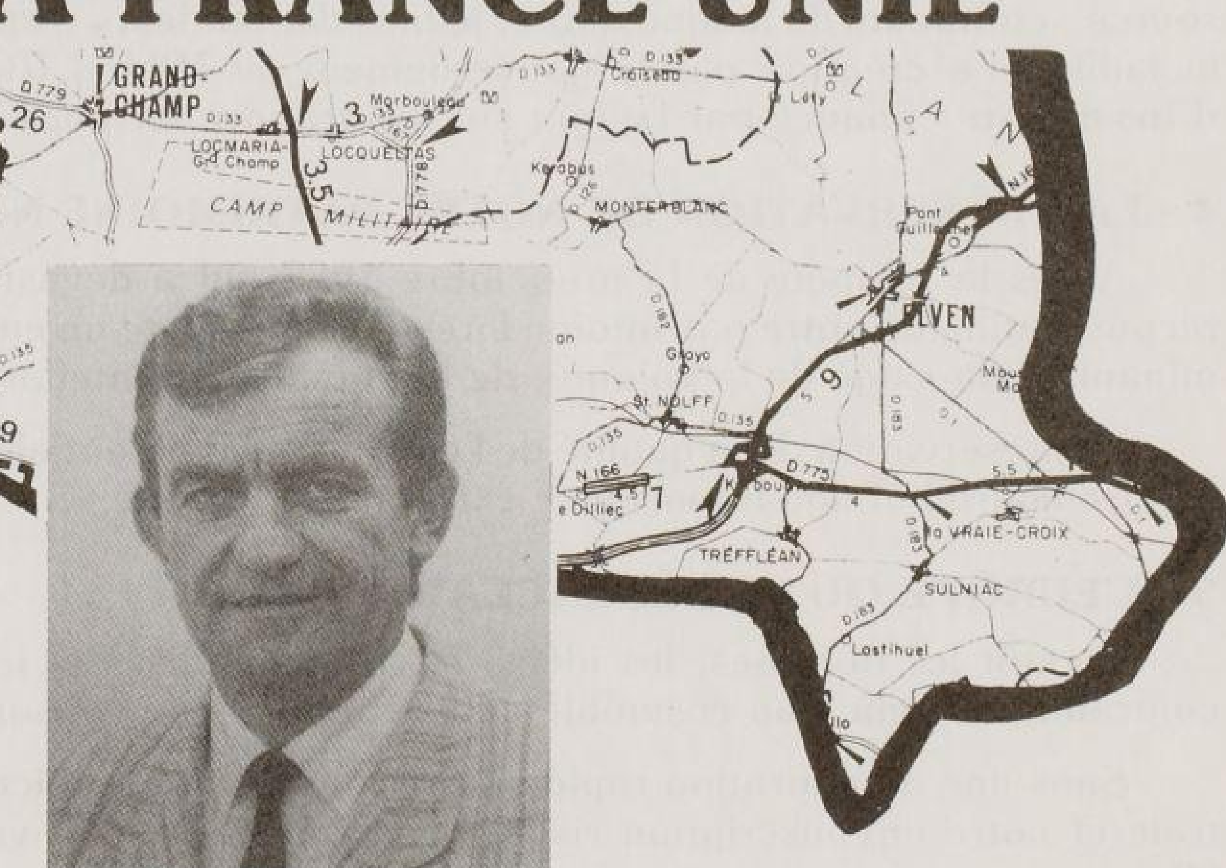
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 JUIN 1988 - 3e CIRCONSCRIPTION DU MORBIHAN

Titulaire :

Jean-Louis ROBERT

Candidat du Parti Socialiste
45 ans, 2 enfants
Fils d'artisans
Proviseur du Lycée J. Loth de Pontivy depuis 1984

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE POUR LA FRANCE UNIE



Suppléant

Yves LECOQ
45 ans, marié, 3 enfants
Fils d'agriculteurs
Chef du service statistiques à la Direction Départementale de l'Agriculture à Vannes
Maire de Locmaria-Grandchamp

> Je vous invite quelle que soit votre famille de pensée, vous qui avez soutenu mon projet le 8 mai, et vous qui venez nous rejoindre, à élire la majorité parlementaire qui nous aidera à faire avancer le pays et à préserver ses biens communs que sont pour nous la république et la démocratie, le respect des lois et le respect des autres
>
> **F. MITTERRAND** — le 14 mai

Imp. EXPRIM - PONTIVY

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 8 mai, les Français ont très largement, en France comme dans la 3e circonscription du Morbihan, renouvelé leur confiance à **François MITTERRAND.**

Pour engager le combat contre les drames que sont le chômage, l'exclusion, l'effondrement du revenu des petits agriculteurs, la solitude des personnes âgées, handicapées ou malades, la désertification de nos campagnes et de nos bourgs ;

Pour relever les défis lancés à notre pays et à notre région : grand marché unique européen, formation, évolution technologique, protection et justice sociale, sécurité et désarmement, protection de l'environnement ;

Donnons à **François MITTERRAND** et à **Michel ROCARD,** premier Ministre, une large majorité d'hommes et de femmes unis autour des mêmes valeurs.

Jean-Louis ROBERT et **Yves LECOQ,** candidats de la majorité présidentielle pour la France unie dans la 3e circonscription du Morbihan sont de ceux-là.

Ils vous proposent d'agir localement dans 5 directions prioritaires :

1 - LA FORMATION, CLÉ DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DE L'EMPLOI

Il faut :
- placer au premier rang des priorités le budget de l'Éducation Nationale, afin, en particulier, de développer le système éducatif dans des régions sous-équipées comme notre circonscription.
- encourager la formation permanente et créer le crédit formation.

2 - L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'agriculture et l'agro-alimentaire sont la chance de notre région. Avec l'aide de l'État, il faut réaffirmer l'intérêt d'une véritable politique agricole commune s'appuyant sur une agriculture familiale aux structures viables. Cette politique agricole doit répondre aux objectifs d'emploi, de réduction des inégalités et assurer aux agriculteurs un revenu décent. Du développement de ce secteur économique majeur dépend l'essor des activités artisanales et de services.

3 - SOLIDARITÉ

Dans notre région où le vieillissement de la population est très fort, un effort de solidarité entre les générations est indispensable pour faire face aux besoins d'aide, de soins à domicile ou en maison de retraite, d'intégration des **personnes âgées** dans notre société.

La solidarité doit s'exercer également envers tous ceux et toutes celles qui sont sans ressource : chômeurs de longue durée, jeunes demandeurs d'emplois, petits agriculteurs au bord de la faillite. La création par le gouvernement de Michel ROCARD, d'un « **revenu minimum d'insertion** » financé par l'impôt sur les grandes fortunes est une 1ere réponse.

4 - LA PRÉSERVATION DE NOTRE PATRIMOINE NATUREL

Après la tempête de la mi-octobre 1987 qui a dévasté et massacré la forêt bretonne, la reconstitution de notre patrimoine forestier représente un enjeu économique et écologique déterminant. Cela exige de la volonté, de la patience et un effort financier exceptionnel.

La préservation de la qualité de l'eau, élément essentiel à nos élevages, au tourisme, à la vie, revêt aujourd'hui une importance extrême.

5 - L'EUROPE OU LE DÉSENCLAVEMENT

Bientôt les hommes, les idées, les marchandises et les capitaux circuleront sans aucune contrainte au sein d'un ensemble de 320 millions de consommateurs.

Sans une amélioration rapide du réseau de communication route-fer-air, la Bretagne Centrale et notre circonscription risquent de rater le rendez-vous du « grand marché intérieur de 92 ».

Pour que notre circonscription participe à ce grand mouvement, elle doit être représentée à l'Assemblée Nationale par un élu de la MAJORITE PRESIDENTIELLE

Vu le candidat